



LE TRAVAIL.

3 fr. par an.
25 c. le N°.

ORGANE DE LA RÉNOVATION SOCIALE.

Nul sur la terre ne vivant de rien, et rien non plus ne s'y produisant de rien, il suit de là que le travail est la condition primordiale et constante de l'existence de chacun, et nul n'a pu s'y soustraire sans commettre une injustice, et sans surcharger de sa part la part d'autrui.

* LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ. Sainte devise de nos pères! On peut l'effacer et on peut s'en railler, elle ne sera jamais ni véritablement effacée, ni entamée par les outrages; car elle est vraie, elle est sainte; elle est l'idéal à suivre, elle est l'avenir révélé; elle régit déjà en principe, elle régnera un jour en fait; elle est ineffaçable et immortelle. *

POURQUOI NOUS SOMMES COMMUNISTES.

Pourquoi sommes-nous communistes? Pourquoi le plus grand nombre de nos frères, les ouvriers, sont-ils comme nous communistes?

Ces questions que l'on nous adresse chaque jour, nous nous les sommes déjà posées, afin de nous assurer que nous n'obéissions qu'à des convictions bien arrêtées, et que nulle influence étrangère ne nous entraînât dans une voie que le raisonnement pourrait nous forcer d'abandonner.

Le peu d'instruction que, de nos jours encore, on donne au peuple, ne lui permet pas d'apprécier dans tous ses détails une doctrine sociale quelconque; comment pourrait-il d'ailleurs se livrer à cette étude, accablé qu'il est chaque jour par un travail abrutissant de quinze à dix-huit heures. Son bon sens naturel, ses souffrances, ses malheurs, voilà le plus puissant enseignement qu'il possède, enseignement incessant, il faut en convenir, car le malheur s'empare de lui au berceau et ne le quitte pas qu'il ne l'ait étendu dans sa tombe.

Si le peuple n'a d'autres moyens d'instruction que son bon sens et ses malheurs, il a dû, cherchant à se soustraire à son infortune, examiner attentivement la nature et la cause de ses souffrances, car ce n'est que cette étude qui a pu l'amener à la conception d'une organisation meilleure. C'est cet examen que nous allons retracer.

Il y a longtemps que le peuple subit la dure loi du malheur. On le voit à toutes les époques, sous des qualifications diverses, sacrifié moralement et matériellement aux délices d'un petit nombre d'hommes qui s'appellent et se croient grands, parce que la multitude qui les entoure est courbée sous le poids de sa misère. Esclave dans l'antiquité, serf au moyen-âge, prolétaire aujourd'hui, partout et toujours le peuple, c'est-à-dire la partie la plus nombreuse et la seule laborieuse de la société, a été indignement spoliée et exploitée par une minorité favorisée du hasard.

Sans doute, et comme nous l'avons déjà dit, l'humanité a marché dans la voie du progrès; mais à mesure que les monstruosité qui pesaient sur le peuple ont diminué, sa sensibilité a pris de l'extension, et nous posons en fait qu'il souffre autant qu'il a jamais souffert. Si, grâce à l'énergie populaire, l'ouvrier de nos cités industrielles n'est pas, comme le nègre des Colonies, l'objet d'un trafic honteux et cruel, il n'en est pas mieux considéré: c'est une machine intelligente qui ne coûte rien d'achat, dont la quantité ne fait jamais défaut, qui sert à faire fortune, puis qui va douloureusement s'éteindre ignorée à l'hôpital ou sur un grabat, éloigné du palais de ses maîtres, afin que le cri de sa douleur ne vienne pas interrompre le cours voluptueux de leurs jouissances. C'est cet état de choses qu'on a judicieusement appelé de nos jours LA TRAITE DES BLANCS.

Que l'on nous dise, dans l'état actuel d'exploitation qui

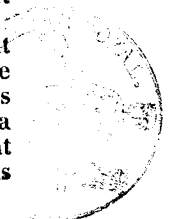
régit aussi bien sur les rives de la Seine qu'aux bords de la Tamise, quels sont les liens qui rattachent le pauvre à la vie? AMITIÉ, FAMILLE, AMOUR, toutes ces affections pures et saintes que la nature a déposées dans son cœur, n'est-il pas en quelque sorte condamné à les étouffer, et n'est-ce pas là pour lui un sujet d'éternelles tortures! Que l'on nous dise si, pour ceux qui spéculent froidement sur les sueurs des malheureux, et qui, pour nous servir de leurs expressions, ne visent qu'à se débarrasser des exigences du travail par l'emploi des machines, il peut exister de distinction entre l'ouvrier et l'esclave, et s'ils ne sont pas plutôt intéressés à la conservation de ce dernier, qui leur coûte une somme d'argent, qu'à celle de l'ouvrier, qui ne coûte jamais rien d'acquisition. Et qui ne sait d'ailleurs que des économistes d'Angleterre ont osé agiter la question de savoir s'il ne serait pas plus avantageux de détruire les masses que de les laisser subsister! Quand des systèmes aussi effrontés osent se faire jour, il est plus que temps, on en conviendra, de chercher un remède radical à une aussi déplorable situation.

L'expérience que nous avons acquise à nos dépens nous défend de nous abuser sur les ressources que présente l'ordre social actuel. Tant qu'il y aura des gens qui pourront se reposer avant d'avoir travaillé, ou des gens qui n'emploieront leur activité qu'à des occupations inutiles et même nuisibles, il y en aura d'autres, et ce sera le plus grand nombre, qui, travaillant et payant pour tous, SE TUERONT A LA PEINE.

Les questions de réforme ne peuvent plus être, aujourd'hui, envisagées d'un point de vue purement politique. L'homme, avant tout, a le DROIT DE VIVRE, et pour que ce droit ne soit point illusoire ou éphémère, il faut une organisation large et prévoyante, qui embrasse toutes les relations des individus, de manière à tirer un parti profitable des libres efforts et des facultés de chacun.

Que l'exemple du passé ne soit pas perdu pour nous. Que le sang de nos pères n'ait pas coulé en vain. Rappelons-nous que ces colosses d'énergie ont fait un généreux sacrifice de leur vie pour le triomphe de l'Égalité, et que leurs efforts néanmoins n'ont abouti qu'à nous léguer l'intrigue et le despotisme. Gloire leur soit rendue pourtant! car ils ont fait tout ce qui leur était humainement possible de faire. Que leurs mânes illustres reposent en paix dans la tombe! nous avons recueilli leur saint héritage, et nous n'évoquerons leur souvenir qu'avec reconnaissance et vénération. Mais nous serions des fils dégénérés si ce populaire holocauste était pour nous un enseignement stérile.

Or, si depuis cinquante ans, toutes les révolutions qui ont passé nous ont laissés dans l'exploitation et la misère; si de tous ces gouvernements divers qui se sont succédés les uns aux autres il n'en est pas un qui ait guéri les plaies de la société, il faut bien reconnaître que ces maux ne résident pas seulement dans telle ou telle forme politique, mais



qu'ils ont surtout leur source dans la base sociale elle-même, c'est-à-dire dans la PROPRIÉTÉ, cause unique et incessante d'égoïsme, de cupidité, d'oppression, et de tous les vices, de toutes turpitudes qui souillent la société. Or, nous sommes donc fondés à croire que le remède à tant de maux ne peut se trouver que dans une organisation sociale qui fera de toutes les propriétés INDIVIDUELLES une propriété NATIONALE, COMMUNE, sur laquelle tous les hommes auront un droit égal de jouissance, en raison des devoirs égaux qui sont tracés à tous, en vertu du principe de fraternité en dehors duquel il n'y a pas de bonheur à espérer.

Que ceux qui n'ont que faiblement à se plaindre des vices de l'état social actuel consacrent leurs loisirs à édifier et propager des systèmes plus ou moins ingénieux; qu'ils réclament une extension de droits politiques, des améliorations qui allégeraient peut-être le fardeau des misères du peuple, une réforme plus en rapport avec les idées reçues, nous le concevons, et plusieurs d'entre eux peuvent n'être entrés dans cette voie que par les conseils d'un prudent égoïsme. Mais que nous, pauvres Parias, nous nous contentions de telles bribes; que nous nous bornions à réclamer des droits qui nous effleuraient à peine, et que l'on est bien décidé d'ailleurs à ne pas accorder. Ce serait plus qu'une erreur, ce serait de la folie.

Néanmoins nos sympathies sont acquises à tous ceux qui s'occupent d'améliorer le sort physique, moral ou intellectuel du peuple; elles sont surtout acquises à ceux qui veulent le triomphe complet de la souveraineté populaire, parce qu'elle est la base de notre doctrine. La COMMUNAUTÉ n'est autre chose que le moyen de réaliser dans toute leur plénitude, et d'asseoir sur des fondements inébranlables les trois grands principes proclamés par notre glorieuse Révolution : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

La Communauté ! voilà la solution de ce grand problème : le BONHEUR GÉNÉRAL. Voilà l'arche sainte qui doit surnager au milieu du naufrage des sociétés modernes. Voilà le sanctuaire où se réfugient toutes nos espérances ! C'est elle qui purgera le monde des souillures et des crimes qu'y a introduits l'intérêt privé. L'égoïsme, les rivalités, les haines, les guerres, l'oppression, la misère, tous ces effets cesseront quand la cause qui les produit n'existera plus; et le dévouement, l'abnégation, l'amour, la fraternité, le bonheur, établiront leur saint empire ! Avec la Communauté disparaîtront ces appellations monstrueuses de noblesse, et de roture; de bourgeoisie et de peuple; de riches et de pauvres; d'oisifs et de travailleurs; d'exploiteurs et d'exploités. C'est la Communauté qui donnera un puissant essor à tous les progrès; qui verra éclore les plus vastes conceptions du génie; c'est dans son sein, enfin, que s'accompliront toutes les magnifiques promesses faites à l'humanité.

Aussi voyez les effets de sa puissance magique ! Il a suffi de la présenter au peuple pour qu'elle conquît aussitôt ses ardentes sympathies. Elle a fait en quelques mois plus de prosélytes que tous les autres systèmes sociaux réunis n'en ont fait en dix années. C'est qu'elle porte à son front ce signe de vérité éternelle qui pénètre et convainc. C'est qu'il n'y a pas d'objection, pas d'argument qu'elle ne détruise, pas d'arguties, pas de subtilités qui ne tombent écrasées sous le poids de sa logique; aussi malgré les réquisitoires foudroyants des parquets, malgré les clameurs des journaux stipendiés et les attaques égoïstes ou inintelligentes d'une opposition niaise et stérile, elle marche appuyée sur une démocratie forte et rationnelle; elle marche, étendant chaque jour le cercle de ses conquêtes; et bientôt on pourra dire de sa puissance ce que le vainqueur d'Italie disait à Compo-Formio de la République française : *est arcuque qui ne la voit pas.*

Nous croyons avoir suffisamment démontré pourquoi nous

sommes communistes. Nous ne pensons pas qu'il reste dans l'esprit d'aucun de ceux qui nous auront lu que nous n'ayons pas de fortes et sincères convictions. Il nous reste à démontrer, maintenant, que nous avons une idée claire et précise de l'organisation sociale que nous appelons de tous nos vœux, et c'est ce que nous établirons dans le cours de notre publication.

Nous avions promis de paraître du 10 au 15 de chaque mois. Mais quand nous faisons cette promesse, nous ne réfléchissons pas qu'il faut de toute nécessité qu'un journal mensuel mette un intervalle de trente jours d'un numéro à l'autre. Or, comme notre premier numéro avait paru le 20 juin, nous étions astreints à ne publier le second que le 20 juillet, au plus tôt. Nous avons pris quelques jours de plus, autant afin de le faire paraître un dimanche, que pour pouvoir nous reporter, en continuant ce moyen deux fois encore, à l'époque d'apparition que nous avons indiquée, et dont nous avons fait choix par des raisons connues de nos lecteurs.

Ce retard ne porte en aucune manière préjudice à nos abonnés, puisque l'abonnement est évalué sur le nombre de numéros que l'on aura reçus. Ainsi, un abonnement de trois mois se composera toujours de trois numéros, etc.

Du Travail et du Salaire.

Question immense qui depuis longtemps occupe les penseurs de tous les partis, de toutes les sectes, et qui depuis dix ans menace l'ordre de choses actuel d'un bouleversement total. N'y a-t-il au fond de cette question rien que ce qui apparaît à sa surface ? La question est-elle vraiment bien posée par nos économistes propriétaires, qui, entourés de toutes les délices de la civilisation, dissertent sur les misères de la société ? Est-ce purement le seul désir d'une augmentation de salaire qui a poussé les ouvriers tisseurs de Lyon à inscrire sur leur drapeau : VIVRE EN TRAVAILLANT, OU MOURIR EN COMBATTANT ? D'où vient que depuis que ce cri a été poussé le mal soit resté le même, et que les ouvriers parisiens aient trouvé, en septembre 1830, le problème social posé dans les mêmes termes que leurs frères de Lyon l'avaient trouvé en novembre 1831 ? Ce n'est certes pas faute de s'en être occupé; assez de systèmes ont été proposés. Disons donc que si aucun n'a été adopté comme but à atteindre, c'est qu'aucun n'était radical, et qu'il n'est pas dans le caractère du peuple français de suivre lentement une idée médiocrement progressive, mais bien plutôt d'attendre que le temps ou les circonstances aient dévoilé une vérité large et féconde, à laquelle on puisse arriver par une marche rapide et directe. Il n'était pas possible à nos économistes conservateurs placés qu'ils sont au point de vue de l'utilitarisme, de ce qu'ils appellent l'intérêt bien entendu, d'apprécier rationnellement la question et d'en accepter toutes les conséquences.

Pour nous, la saine appréciation de cette question est en dehors des conditions actuelles, et consiste dans une compréhension plus vraie du travail, qui permette d'estimer au juste quelle est sa place dans l'ensemble des fonctions humaines. Elle a pour conséquence inévitable la nécessité d'une réorganisation sociale basée sur le sentiment de la dignité humaine, actuellement blessé par la science de l'exploitation; réorganisation telle que ni la force ni le hasard ne puissent déterminer la supériorité d'un homme sur ses frères.

A nos yeux, le travail n'est autre chose qu'une manifestation de l'homme, et l'homme est nécessairement obligé de se manifester sous peine de renoncer à la vie, de n'être pas; la société n'a d'autre but que de protéger le citoyen dans les manifestations qui révèlent son existence, et surtout d'assurer sa liberté dans le choix des travaux que ses goûts ou son tempérament lui indiquent. Et c'est en cela que l'on peut à bon droit accuser notre société d'être marâtre envers ses enfants,

elle qui ne tenant nul compte de leurs aptitudes, les oblige, par suite de la position dans laquelle ils sont nés, à faire tels travaux pour lesquels ils n'ont souvent que de la répugnance. Mais si la société doit prendre l'individu sous sa protection, c'est nécessairement à la condition que celui-ci se manifestera en vue d'elle-même, c'est-à-dire, fera quelque chose d'utile, quelque chose dont elle croit avoir besoin, car autrement la société ne serait pas possible. Mais, nous le demandons, de quelle manière la société, organisée comme nous la voyons, peut-elle constater que l'individu a réellement travaillé en vue d'elle-même, fait quelque chose d'utile, elle qui n'est nullement représentée à l'accomplissement de cet acte, et semble volontiers lui être étrangère, tant l'esprit d'individualisme a faussé le jugement des hommes et corrompu les notions les plus simples du bon sens et de la raison !

En l'absence d'une paternelle protection de la société à l'égard des membres qui la composent, dans l'état d'abandon où chaque homme se trouvait, il a fallu nécessairement créer un signe représentatif du travail, et avec lequel signe l'homme pût se procurer la part qui lui était nécessaire du travail des autres ; c'est ce signe (l'or et l'argent), qui par cela seul qu'il est censé constater le travail, est devenu, de nos jours surtout, une garantie de moralité, de capacité, faute de laquelle on est exclu de toute participation à la chose publique.

Toutefois, malgré l'introduction du salaire comme moyen d'échange, il n'était pas encore possible à l'homme de se procurer toute chose dont la civilisation lui avait fait un besoin. Ici encore, la société manquait à son devoir. Qu'en est-il résulté ? Des hommes se sont chargés d'opérer l'échange des produits, mais à la condition que ce travail, utile quoique improductif, leur rapportera un lucre, qu'ils tâcheront d'augmenter sans cesse, en acquérant au plus bas prix possible l'œuvre du producteur, et en la remettant au prix le plus élevé au consommateur. Voilà le commerce, le commerce égoïste et rapace ; il est introduit dans la société, il y régnera en souverain absolu, et ceux qui produisent véritablement lui seront soumis à la fois comme consommateurs et comme producteurs, et de ce double tribut nourriront des gens dont les occupations sont improductives et le plus souvent dangereuses.

On l'a dit avec raison : pour qu'il y ait équilibre, harmonie au sein du travail, il faut toujours que la production égale la consommation ; car s'il y a plus de consommation que de production, il y a disette ; et s'il y a plus de production que de consommation il y a encombrement, manque d'ouvrage, et partant disette encore. Eh bien ! nous disons, nous, que la société actuelle, par suite du droit de propriétaire que prélève le marchand, placé entre le producteur et le consommateur, est cependant condamnée fatalement à subir l'une ou l'autre de ces deux situations qui ont, comme on le voit, le même et déplorable résultat.

Le commerce, laissé à l'arbitraire des individus, est donc à la fois une cause incessante de disette et d'exploitation. Démontrons notre assertion par un exemple :

Deux ouvriers ont fait chacun une œuvre estimée 3 fr. ; l'un a besoin du produit de l'autre, et réciproquement ; ils ne peuvent échanger leurs produits parce qu'ils ne se connaissent pas. Le marchand s'interpose entre eux et opère l'échange ; mais il ne le fait qu'en prélevant un droit de trafic ; chaque ouvrier est donc obligé de produire la valeur de l'objet dont il a besoin, plus une valeur au profit du marchand. Voilà comment se fait la fortune des exploités dont le travail, après tout, ne produit aucune valeur réelle ; et c'est cette spéculation qui amène l'encombrement des marchandises, lequel amène à son tour la concurrence. Chacun alors ne songeant plus qu'à son intérêt personnel vise au moyen d'établir son bien-être au détriment de ses semblables. Et la société qui devait être une assurance contre les infirmités humaines, la garantie du faible contre le fort, est devenue au contraire une arène de gladiateurs, où chaque esclave cherche, avec les armes que le hasard a mises dans ses mains, à détruire son semblable, afin de lui enlever sa dépouille ou ses armes, pour lutter de nouveau, jusqu'à ce qu'il aisse, à son tour, son cadavre pour effrayer ceux qui restent, et

servir d'enseignement à ceux qui viendront après lui.....! Puis, au milieu de ce frénétique débordement d'intérêts privés, l'introduction des machines vient encore compliquer la question en jetant sur le pavé des milliers d'ouvriers à la fois qui, privés de tous moyens d'existence, vont agrandir le cercle du paupérisme déjà si vaste dans les pays industriels, et prêter, par leur démoralisation, un nouvel appui à la tyrannie qui les écrase.

En présence de tous ces faits accablants pour ceux qui n'ont pas, comme nous, tourné leur regards vers le communisme ; en présence de tant de misère et tant de crimes, que fait la société ? Que fait le gouvernement, lui qui devrait veiller sur la société pour l'empêcher de mourir. Il s'écrie : *laissez faire, laissez passer.....* C'est-à-dire : laissez faire l'injustice, laissez passer les cadavres !!

(Suite au prochain numéro.)

REVUE POLITIQUE.

Triste et déplorable sujet, où nous n'avons à constater que des mesures illégales, des actes iniques, des plans contre-révolutionnaires, des événements sanglants, des humiliations et des trahisons peut-être. Armons-nous de courage pour aborder toutes ces turpitudes, et maîtrisons s'il se peut les sentiments de notre âme.

À l'intérieur, la pensée hostile aux libertés poursuit avec vigueur la construction des bastilles, dont elle entoure la Capitale. Elle admoneste les soldats employés à ces travaux, et chez lesquels des mécontentements graves ont éclaté. Elle promet des *gratifications* à ceux qui feront preuve de zèle. On consacre d'abord tout l'argent dont on peut disposer à hâter l'exécution des forts. Si plus tard les chambres, s'effrayant de l'énormité des dépenses qu'entraîne une aussi coupable entreprise, se refusaient à voter les suppléments de crédits qu'on ne manquera pas de leur demander, alors le pouvoir serait servi à souhait : il aurait les forts détachés sans enceinte continue. Ce serait, comme on le voit, la réalisation dans toute sa pureté du système qu'on avait présenté en 1833, et contre lequel une indignation générale s'était manifestée. Se pourrait-il qu'on laissât exécuter aujourd'hui ce projet liberticide !

Le pouvoir veut absolument avoir raison de ses adversaires. Il y a plusieurs mois des personnes avaient été arrêtées à Paris sous la prévention d'associations politiques. Quoique d'opinions différentes, elles avaient été confondues dans une même accusation, le parquet, ne voulant voir en eux que des *communistes*, malgré la protestation de plusieurs d'entre eux qui s'étaient déclarés *réformistes* seulement. Le tribunal de police correctionnelle, auquel cette cause avait été déferée, ayant prononcé bon nombre d'acquittements, le parquet en avait rappelé. La cour d'appel a condamné tous les prévenus, deux exceptés. Si cet arrêt nous afflige, nous devons dire que nous avons eu au moins la satisfaction d'avoir vu des hommes avouer hautement leurs doctrines, et repousser avec un ton de dignité parfaite les imputations injurieuses que le parquet s'efforce de faire peser sur le Communisme.

Les mesures de M. Humann, qui doivent, comme on le sait, accroître le fardeau déjà si lourd des impôts, ont produit le soulèvement auquel on s'attendait. Notre cadre, trop restreint, ne nous permet pas de mentionner ces mesures dans leurs détails. Qu'il nous suffise de dire que désormais, grâce à leur exécution, personne en France, si pauvre soit-il, ne sera exempt de l'impôt. Et pour ajouter encore à l'odieuse de ses conceptions, le Ministre n'a pas voulu que le recensement fût fait par les délégués des conseils municipaux ; il ne se fie pas à eux : ce sont les employés du fisc eux-mêmes qui seront chargés de ce travail. — Les conseils municipaux d'un grand nombre de

villes ont protesté contre ces mesures : Rennes, Metz, Bordeaux, Bayonne, Strasbourg, Toulouse, Toulouse surtout, où l'exaspération a été si grande, où le sang a coulé, où pendant huit jours la population a été dans une anxiété mortelle !

Nos lecteurs connaissent le récit de ces scènes douloureuses. Ils savent que le préfet du département de la Haute-Garonne M. Floret, qui n'avait pas voulu se prêter complaisamment aux ordres du ministère, fut destitué, et qu'on lui donna pour successeur un homme connu par son dévouement servile à tous les ministères, M. Mahul. C'est cet homme, qui obéissant à des ordres impitoyables, n'a pas hésité à tourner les bayonnettes des soldats contre la poitrine des citoyens. Après plusieurs jours de lutte, il s'est cependant arrêté comme épouvanté, à la fois, de l'énergique protestation des Toulousains, et de la responsabilité qu'il assumait sur lui. Il a fui ; et le pouvoir qui n'aime pas qu'on le serve à demi, l'a frappé à son tour de destitution. Le préfet du Gers a été chargé d'occuper provisoirement le poste abandonné. On a en outre envoyé à Toulouse en qualité de commissaire extraordinaire, M. Maurice Duval, autre préfet célèbre par son impopularité. Il est assisté dans ses fonctions de deux assesseurs. Quel sort réserve-t-on à cette ville courageuse ? Cette question est vite résolue, quand on connaît les Gouvernants auxquels nous avons à faire. On peut avancer, à coup sûr, que M. Maurice Duval n'est pas chargé d'une mission pacifique. Mais que l'on y réfléchisse à deux fois avec les habitants de Toulouse. Ce qu'ils ont fait prouve assez qu'ils ne sont pas gens à s'intimider.

Nous avons des éloges à donner à la municipalité et à la garde nationale de cette ville, qui ont rempli une mission toute paternelle. Nous en devons surtout aux deux organes indépendants dont elle s'honore, *l'Emancipation* et *l'Utilitaire*, qui se sont dignement conduits. Leur langage courageux, en présence des actes sanglants de la force armée, leur a valu l'insulte ignoble et révoltante de brutalité de quelques officiers d'artillerie, traîneurs de sabres avinés sans doute, qui sont allés, non pas leur proposer un cartel, mais les MENACER DU BATON. Quelques jours plus tard nous avons appris que l'un de ces malheureux ayant persisté dans sa coupable conduite, avait été tué en duel par le rédacteur de *l'Emancipation*.

Que de malédictions le pouvoir récolte ! et combien est grande la responsabilité qu'il assume sur sa tête !!

La mention que nous venons de faire des événements de Toulouse, bien que très succincte, ne nous permet pas d'aborder les faits de la politique extérieure. Nous réservons ce travail pour le prochain numéro. Nous dirons seulement à nos lecteurs qu'un fait immense s'est accompli, quoiqu'ils semblent ne pas s'en douter : grâce à M. Guizot, nous sommes rentrés dans le concert européen ; ce qui veut dire que M. Guizot a fait tant de courbettes, tant de genuflexions, qu'il a tant léché les pieds de lord Palmerston, essuyé, sans mot dire, tant d'insultes, tant de crachats lancés à son visage, que l'on a eu pitié de lui ! Comment voulez-vous donc qu'on ait le courage de frapper des êtres aussi pusillanimes, qui se jettent à plat ventre devant leur ennemi et demandent grâce ? Merci, M. Guizot ! Merci de votre dévouement ! La France se le rappellera et vous en tiendra compte.

PROVOCATION.

Ce n'était pas assez pour le *National* d'avoir soutenu chaleureusement le projet d'embastillement de la Capitale, et d'avoir ainsi prêté appui à la pensée contrerévolutionnaire

qui, accablée en 1835 sous d'unanimes réprobations, s'est reproduite traîtreusement en 1840, à la faveur d'une situation qu'elle avait amenée, sans doute, par le machiavélisme le plus pervers, et qui lui a permis de se couvrir hypocritement du manteau de l'intérêt national ; ce n'était pas assez qu'il eût, par son influence, déterminé l'adhésion de la plupart des feuilles de l'opposition dans les départements, et qu'il eût impitoyablement fermé ses colonnes à tous les écrits où d'irrésistibles arguments étaient fournis contre les fortifications ; il veut encore étouffer dans le sang les voix qui proclament la pensée populaire et exposent à l'opinion sa coupable conduite. Ainsi, M. Cabet, qui a victorieusement combattu dans le *Populaire*, et dans diverses brochures le projet d'embastillement, vient d'être provoqué en duel par les rédacteurs du *National*, sous le prétexte que l'un d'eux a reçu une injure grave de son dernier écrit. Et cependant, ceux qui parlent ainsi, avaient, avant l'apparition de cet écrit, publié une violente diatribe contre M. Cabet.

A la nouvelle de cette provocation, plusieurs démocrates sont venus nous demander de rédiger une protestation contre cet absurde et brutal procédé, s'engageant à la faire couvrir en peu de jours d'un nombre imposant de signatures. Cependant, après y avoir bien réfléchi, nous avons tous été d'avis que le *National* était suffisamment *dénationalisé* par son dernier méfait, pour nous dispenser d'une pareille manifestation, et qu'il suffisait de lui exprimer en peu de mots l'opinion de la démocratie sur son compte.

Nous dirons donc au *National*, qu'il y a longtemps que nous l'avions jugé et le savions hostile à la véritable et pure démocratie. Mais c'était là une opinion que nous n'émettions qu'entre nous. Grâce lui en soient rendues ! nous pouvons à présent dire tout haut ce que nous disions tout bas. Et qu'il ne vienne pas alléguer que son opinion sur les fortifications est le fruit d'un sérieux et consciencieux examen ; s'il en était ainsi, il ne se serait pas refusé à la proposition qui lui fut faite de débattre la question dans une grande réunion de patriotes, où l'on se faisait fort de le convaincre d'erreur. Mais quand on ne voudrait voir encore dans les rédacteurs du *National* que des écrivains orgueilleux et méprisants, en serait-il moins avéré qu'ils sont étrangers aux nobles instincts du peuple, qu'ils ne vivent pas de sa vie, qu'ils ne le comprennent pas. S'il en était autrement, ils comprendraient qu'un grand peuple comme la France, lorsqu'il descend dans l'arène révolutionnaire, ne s'amuse pas à la guerre lente et compassée des armées ordinaires, ne se retranche pas derrière des murailles, ne s'abrite pas dans des forts. Impétueuse et terrible avalanche ! le peuple se précipite sur ses ennemis et les anéantit !

Et quand un écrivain courageux détruit vos subtilités par les armes du raisonnement, vous vous prétendez insultés, Messieurs, et vous le provoquez aux armes de sang. Vous vivez donc toujours sur vos mêmes traditions ? Vous qui n'auriez pas donné une goutte de votre sang à ces luttes populaires où tant d'hommes sacrifiaient leur existence au triomphe d'une idée qu'ils croyaient profitable à l'humanité, vous le donneriez tout entier à une cause où il n'y a en jeu que les misérables intérêts de votre amour propre ? On ne pourra exprimer sur votre compte une opinion sévère, sans qu'on ne soit aussitôt menacé, non pas de votre logique, vous n'y avez pas confiance, mais de cette épée dont vous laissez toujours apercevoir la pointe au bas de votre vêtement. Ecrivains *progressifs*, vous ne trouvez rien de mieux que d'en revenir aux coutumes du moyen-âge, et d'en appeler au jugement de Dieu pour le triomphe de votre droit !

Bien des gens, a-t-on dit, n'osaient pas vous attaquer, parce qu'ils voyaient en vous une véritable puissance. Puissance,

soit ; mais puissance déchue à présent, puissance frappée à mort, et qui comme tous les mauvais pouvoirs s'est suicidée de ses propres mains. Aussi quand nous songeons au mal que vous pouviez faire au peuple dans l'avenir, nous ne savons si, quoique vous ayez puissamment aidé à l'embastillement de Paris, nous ne devons pas plutôt nous réjouir que nous alarmer de ce que vous avez fait. Maintenant, au moins, vous n'êtes plus à craindre. Agonisez donc jusqu'au jour où vous serez définitivement enterré sous une faveur ministérielle qui ne peut manquer de vous atteindre, et que vous avez certainement bien méritée.

Le dernier numéro de la *Fraternité* contient la lettre suivante à laquelle nous donnons une complète adhésion :

Les communistes à M. Lamennais.

Monsieur,

La lecture de votre dernier livre, *du Passé et de L'avenir du Peuple*, nous a causé une surprise pénible ; nous lisions avidement vos écrits, habitués que nous étions à y trouver des paroles de consolation et d'encouragement ; aujourd'hui votre langage a changé ! vous nous disiez autrefois :

« L'action de chacun profite à tous, et l'action de tous profite à chacun ; qu'on ait peu ou beaucoup, on partage en frères ; la coupe que Dieu remplit de ses dons passe de main en main, les joies et les souffrances sont communes.... Point de rivalité possible quand on n'a qu'un même intérêt ; point de discussion dès lors ; la Providence maudit les possessions solitaires ; on ne jouit que des biens partagés... des saintes maximes d'égalité, de liberté, de fraternité immuablement établies, émanera l'organisation sociale ; les intérêts privés peu à peu se fondront en un seul intérêt, celui de tous, parce que, soustraits à l'influence du froid et stérile égoïsme, tous comprendront, tous sentiront qu'il n'y a de vie que dans le dévouement qu'il inspire... » (*Livre du Peuple.*)

Cette doctrine n'est-elle pas la doctrine de l'intérêt commun ? Or, aujourd'hui vous venez blâmer, vous venez nier le communisme que, permettez-nous de vous le dire, vous ne comprenez pas. Non, nous n'admettons pour base de la société ni le fanatisme, ni le droit de la force, mais le dévouement, ce dévouement que vous-même nous aviez enseigné. Vous nous disiez autrefois que le bonheur de l'homme ne reposait pas sur les biens matériels, mais sur l'amour, et vous nous dites aujourd'hui que le principe de la famille est la propriété : quelle contradiction !

Si l'homme par son travail n'acquiert que pour lui, ne transmet qu'à sa famille, où est le partage ? Si ce travail ne profite qu'à lui, où est le dévouement ?

Votre livre, monsieur, n'a point ébranlé notre croyance à l'amour et à la fraternité, croyance dont jusqu'à ce jour vous aviez été un des plus fervents apôtres. Avant d'avoir lu votre dernier écrit, nous étions communistes, et nous le sommes encore aujourd'hui, malgré votre blâme inattendu.

(*Suivent les signatures.*)

L'HUMANITAIRE,

ORGANE DE LA SCIENCE SOCIALE.

Nos vœux se réalisent ! Nous annonçons avec plaisir qu'un nouvel organe de la communauté vient de paraître : *L'Humanitaire* (1). Nous recommandons ce journal fondé par des hommes du peuple, et qui vient aider de ses efforts la propagande de la vérité.

L'Humanitaire nous adresse, en termes fraternels, un double re-

(1) A Paris, rue de la Verrerie, 52 ; directeur-gérant G. CHARAVAY. Pour Paris : un an, 2 f. 40 c. — Pour les départements : un an, 3 f.

proche : d'avoir conçu notre œuvre dans un esprit exclusif, et d'avoir empreint nos doctrines d'une pensée religieuse.

Relativement à l'esprit d'exclusion, nous répondrons que nous n'avons pas voulu exprimer d'autre idée que celle-ci, à savoir : que notre Journal, fondé par des travailleurs, n'est et ne sera dirigé dans son esprit que par des travailleurs. Mais nous n'avons pas entendu repousser les articles qui pourraient nous être adressés, n'importe par qui, lorsqu'ils seront en harmonie avec nos idées. Il est vrai que nous n'avons pas, par mégarde, dans le 1^{er} numéro de notre journal, rendu fidèlement cette pensée. Mais on doit se rappeler que notre Prospectus est explicite à cet égard, et qu'il n'y a d'exclusion prononcée qu'en ce qui concerne la participation aux actions du Travail. Cette exclusion nous a été dictée par les conseils de la prudence, et nous la maintenons.

À l'égard du second reproche qui nous est fait, nous dirons à *L'Humanitaire* de se rassurer ; que ce n'est pas nous qui nous égarerons jamais dans le vague des discussions métaphysiques. Nous avons de Dieu l'idée large et satisfaisante qu'en a donnée une philosophie rationnelle. Et si cette idée nous vient en aide dans l'expression de quelques-unes de nos pensées, elle est loin de nous porter à faire abstraction de la raison, seule puissance à laquelle *L'Humanitaire* rende hommage.

Il y a trop à dire sur un pareil sujet, et ce n'est point ici le cas de le traiter. Nous ferons assez connaître notre pensée dans le cours de notre publication.

PUBLICATIONS.

DE L'ÉTAT DES OUVRIERS

ET DE SON AMÉLIORATION PAR L'ORGANISATION DU TRAVAIL. (1)

Tel est le titre d'un livre que vient de publier M. Boyer, compositeur typographe.

Nous avons lu cet ouvrage avec tout l'intérêt que devait exciter en nous un pareil sujet et la position sociale de l'auteur, et nous l'avons trouvé excellent dans sa partie critique. M. Boyer a fait un choix judicieux de la partie la plus substantielle des diverses accusations que les hommes généreux et progressifs de toutes les opinions ont portées contre l'anarchie industrielle au sein de laquelle nous nous débattons. Ces accusations réunies, avec ordre, dans un cadre restreint, acquièrent ainsi une nouvelle force. Il y a dans cette manière de procéder une grande habileté : il est impossible de nier le mal quand il est avoué et combattu par ceux-là même qui se proclament dévoués aux institutions monarchiques. D'ailleurs, dans la plupart des cas, l'auteur s'appuie sur des documents authentiques, sur des enquêtes officielles. Il devient dès lors impossible de le réfuter.

M. Boyer est un homme d'un dévouement actif. Il ne veut pas qu'après avoir reconnu le mal on se repose, attendant du temps la guérison de nos maux. Il appelle, il stimule à l'œuvre. Après quelques préliminaires où il constate que, toute malheureuse que soit la situation du peuple travailleur, elle n'est cependant pas aussi déplorable qu'aux temps de la servitude et de l'esclavage, et qu'ainsi ce n'est pas en arrière de nous, mais devant nous qu'il faut chercher le bonheur, il poursuit ainsi :

« Nous entrons dans une ère nouvelle, nous avons vu que le passé était hideux, nous sentons que le présent n'est pas tenable, et l'avenir nous apparaît au contraire plein d'espérance.

« Nous marchons vers la fraternité universelle ; mais pourquoi donc nous arrêtons-nous ? qui empêche la marche de la civilisation ?

« Des hommes qui ne croient pas à l'avenir de la société et qui res-

(1) Un vol. in-18. Prix : 1 fr. ; chez Charpentier, Palais-Royal, galerie d'Orléans, 7. Chez l'Auteur, rue de la Harpe, 32, et au bureau du Journal.

tent impassibles devant les douleurs du peuple ; ou d'autres encore qui disent froidement : *Le temps n'est pas venu.*

« Quelle erreur déplorable ! le temps presse au contraire. Ne comprenez-vous pas pourquoi tout s'agite autour de vous ? Méconnaissant la loi de la nature, qui vous ordonne de marcher, vous voulez vous arrêter. Mais le mouvement vous entraîne, et vous ne trouvez de point d'appui nulle part.

« La terre tremble sous vos pas, les coalitions se multiplient, les cris de détresse se font entendre partout.

« Législateurs, savants et économistes, mettez-vous à la tête du progrès social, organisez-le, guidez-le, mais ne vous opposez point à sa marche, vous n'y réussiriez point. Songez que l'industrie commence, et que pour les travailleurs, rien n'est fait comparativement à ce qui reste à faire.

Dans le cours de son examen critique, M. Boyer flétrit énergiquement ces économistes prétendus qui nous prônent sans cesse l'Angleterre comme l'unique modèle à suivre dans la voie industrielle, comme dans la voie politique. Il étale sous nos yeux les plaies affreuses dont l'industrialisme barbare de son aristocratie a couvert ce malheureux pays. Il cite, entr'autres témoignages, les paroles suivantes de M^{me} Flora-Tristan, qui a visité Londres, il y a peu de temps.

« Pauvre peuple, Dieu te laissera-t-il à la merci de tes lords, de ces lords qui, sans pitié, te voient mourir de cette mort lente et cruelle qui tue à chaque heure, à chaque instant, la victime se débattant en vain dans son agonie. Le conquérant détruit par le fer et le feu ; il use de son droit de guerre. Le conquérant s'est présenté ouvertement en ennemi : il n'a pas dit hypocritement qu'il venait protéger le peuple, tandis qu'il le réduisait à l'esclavage. Mais détruire tout un peuple par la misère et la famine, lui imposer le joug le plus lourd que jamais population d'esclaves ait porté, l'obliger à se contenter de baillons pour vêtements, de quelques racines pour nourriture, d'eau pour boisson, et à travailler, tout le temps qu'il a les yeux ouverts, sous peine de mourir de faim ! Oh ! ce système est la plus barbare des tyrannies ! Dieu ne permettra pas sa durée. »

Venons à présent à la seconde partie de l'ouvrage de M. Boyer, celle où il indique les moyens d'améliorer la condition des travailleurs.

M. Boyer ne partage pas nos doctrines ; aussi avons-nous trouvé dans son livre certaine citation où le Communisme n'est pas ménagé. Nous eussions désiré que, par égard pour des hommes qui font, comme lui, de la recherche du bonheur commun le but de leur existence, il eût accompagné cette citation de quelque correctif. Néanmoins nous serons justes envers les doctrines qu'il professe. Nous dirons donc que M. Boyer appartient à une école qui a rendu d'incontestables services à la cause de la démocratie, mais qui est encore aujourd'hui, comme à son début, dans une erreur vraiment affligeante. Elle pense qu'il est possible d'amener nos gouvernants à s'inquiéter du sort du peuple, à prendre la direction des moyens d'organisation industrielle, à présider aux actes administratifs de l'industrie reconstituée. C'est sur cette idée que repose le système d'amélioration proposé par M. Boyer. Cette erreur, à elle seule, frappe son projet de stérilité ; et nous ne comprenons pas comment des hommes intelligents, et que nous devons croire sincères, peuvent encore, de nos jours, fonder quelque espoir sur nos gouvernants. Mais arrivons au projet en lui-même.

M. Boyer demande d'abord la classification des professions par ordre d'analogie ou de similitude ; l'établissement de tarifs de salaires, discutés par les parties intéressées ; et la fixation de la durée de la journée de travail. Ceci arrêté, le plan proposé par M. Boyer repose presque tout entier sur une reconstitution du conseil des prud'hommes, dans des conditions qui lui paraissent satisfaire aux idées de sincérité et de justice. Il dit, avec raison, que la garantie que l'on a cru donner à l'ouvrier, en introduisant dans le conseil, des ouvriers patentés, est tout-à-fait illusoire. Il ne voit dans les ouvriers patentés que de *petits fabricants*, dont les intérêts sont, par cela même, en opposition avec les intérêts des ouvriers compagnons. Dans le

plan proposé, les conseils de prud'hommes seraient, par voie d'élection, composés d'autant d'ouvriers compagnons qu'il y aurait de fabricants et de maîtres ouvriers réunis. Un président, nommé par le gouvernement, serait adjoint à ces conseils, qui auraient en outre des attributions d'ordre et d'humanité dans le détail desquelles nous ne pouvons entrer ici. Un conseil central jugerait en dernier ressort les différends qui n'auraient pu être terminés par les conseils de prud'hommes du métier. Enfin un comité directeur, composé de juges industriels, de fabricants ou maîtres ouvriers et d'ouvriers, correspondrait avec les divers conseils établis dans toute la France et régulariserait le mouvement industriel, en ne laissant jamais les travailleurs inoccupés, en mettant sans cesse en rapport, sur tous les points du territoire, le nombre des travailleurs avec les travaux à exécuter. L'auteur donne pour corollaire à son système qui, comme on le voit, indique une conception large et facile, un mode d'association tel, à peu près qu'il a été développé par l'*Atelier*, et dont nous entretiendrons nos lecteurs dans un prochain numéro.

Nous avons signalé le principal obstacle qui s'oppose à la réalisation de ce projet : le concours obligé du gouvernement. Mais nous croyons avoir remarqué des défauts d'un autre ordre. Nous ne dirons rien de la classification des professions et de la fixation de la durée de la journée de travail ; ce sont choses faciles à faire. Mais il n'en est pas de même de l'établissement des tarifs de salaire, dont l'application ne saurait être générale. Tous les travaux qui ont pour objet la production d'échantillons, d'articles de mode ou de fantaisie, etc. et qui n'ont qu'une durée éphémère, échappent nécessairement au tarif. La composition du conseil des prud'hommes nous semble aussi défectueuse. L'auteur de ce projet ne voit dans l'ouvrier patenté qu'un petit fabricant, dont l'intérêt est le même que celui du fabricant proprement dit. Cela n'est pas vrai à tous égards. Dans toutes les industries où le maître ouvrier travaille à façon, comme dans la fabrique d'étoffes de soie, par exemple, il y a nécessairement en présence trois intérêts bien distincts : celui du fabricant, celui du maître ouvrier et celui de l'ouvrier ou compagnon. L'adoption du projet n'exposerait-elle pas à voir, dans ce cas, deux de ces intérêts ligués contre un seul ? Puisqu'il faut tenir compte, jusqu'à ce que nous soyons régénérés, de cet esprit d'égoïsme qui nous rend si souvent sourds à la voix de la justice, nous devons bien reconnaître que dans le conseil, le maître ouvrier serait avec le fabricant ou avec l'ouvrier, suivant que ses intérêts le lui conseilleraient, puisqu'il participe à la fois de ces deux conditions. Cette considération amène à cette conséquence : de ce que les intérêts des maîtres ouvriers et ceux des fabricants ne sont pas identiques, il s'en suivrait que dans les élections où ces deux intérêts seraient en présence, l'un serait constamment sacrifié à l'autre. Dans les assemblées électorales, où les fabricants seraient en majorité, on ne porterait au conseil des prud'hommes que des fabricants ; de même que si les maîtres ouvriers étaient en majorité, ils ne délégueraient que des maîtres ouvriers.

On le voit, dans la déplorable anarchie où nous nous trouvons, on ne sait vraiment par quel bout s'y prendre pour remédier aux maux qui nous dévorent. N'espérons pas surtout que le gouvernement fasse le moindre effort pour nous seconder dans nos projets de réforme. Aussi, quand nous disons qu'il y a des améliorations qu'il est possible de réaliser dès à présent, nous n'entendons parler que de celles qui sont en dehors de son action, et ne dépendent que de la raison éclairée et humaine des gouvernés. Peut-être dira-t-on que celles-ci ne sauraient avoir une grande portée. Nous le reconnaissons. Aussi dirons-nous à l'auteur du projet qui nous occupe : Vous voulez organiser, harmoniser la société, et vous ne voulez rien renverser, rien niveler ? Mais comment vous y prendrez-vous donc ? Les lois d'ordre, d'harmonie et de fraternité peuvent-elles avoir quelque cohésion, quelque affinité avec les lois d'anarchie, d'égoïsme et de haines ? Oh ! cela n'est pas possible ! Vous êtes un excellent cœur ! vous voulez comme nous le bonheur de vos frères, eh bien ! vous arriverez à reconnaître qu'il

faut reporter toutes nos espérances sur un avenir où le terrain, déblayé et préparé, permettra d'élever, puissantes et harmoniques, toutes les parties qui doivent concourir à former l'édifice immense et majestueux de la félicité commune. Vous reconnaîtrez que cette félicité ne peut résider que dans une complète égalité, dans cette égalité qui, envisageant tous les hommes comme des frères, ne laisse subsister entr'eux d'autre distinction que celle qui résulte de la part plus ou moins grande qu'ils se sont acquise à la reconnaissance, à l'amour ou à la vénération de leurs semblables.

Malgré les défauts que nous venons de signaler dans l'œuvre de M. Boyer, il n'en a pas moins fait un bon livre, très-profitable au peuple, et cela l'honore infiniment. C'est une belle protestation contre les déclamations de ces hommes d'orgueil, qui ne veulent accorder aux prolétaires, ni intelligence, ni capacité. Nous recommandons ce livre à nos lecteurs. Ils y puiseront d'utiles enseignements et d'excellentes données, que la pensée pourra féconder. Pour notre compte, nous le consulterons plus d'une fois, et nous reviendrons, dans le cours de notre publication, sur plusieurs questions qu'il renferme, et qui méritent un examen spécial et approfondi.

M. Lahautière vient de publier une 2^{me} édition de la *Loi sociale*.

Ce petit livre est appelé à faire beaucoup de communistes. Nous avons vu avec plaisir le rapide écoulement de la 1^{re} édition, et bien que nous ne soyons pas fixés sur les idées métaphysiques qui semblent être la base de cet écrit, nous n'en recommandons pas moins vivement la lecture à tout le monde, et surtout aux personnes qui ne connaissant pas nos doctrines, nous accusent de ne désirer et comprendre que les jouissances matérielles.

VARIÉTÉS.

DE LA MARCHÉ DE L'HUMANITÉ.

(Suite et fin).

Le paganisme, fondement de la société romaine, s'écroula devant la religion nouvelle, et l'esclavage disparut avec lui. Ce fut fait de l'empire d'Occident. Les barbares n'étant plus contenus par cette puissance formidable, accoururent de toutes les parties de la terre pour se partager les débris de cet empire immense, qui avait eu la folie de se croire éternel. Ce fut un cataclysme épouvantable que l'envahissement de ces hordes sauvages. Tout semble disparaître sous leurs pas : tout disparaît en effet, excepté l'esprit de Dieu qui finit par dompter leur férocité.

Malheureusement le sabre régnait en maître, et la doctrine pour laquelle le Christ et des milliers de martyrs avaient donné leur sang, reçut des interprétations en rapport avec les appétits et les intérêts des nouveaux vainqueurs. L'on n'osa cependant pas nier cette partie principale de la doctrine du Christ : « L'homme est le frère de l'homme », et partant l'esclavage ne put renaître. La terre, il est vrai, est bien encore divisée en grands domaines; propriétés de seigneurs possesseurs de fiefs héréditaires; nous voyons bien encore la population entrer pour quelque chose dans ce partage infâme, mais, comme nous l'avons dit, le pauvre n'est plus esclave; il est serf, et cette condition lui donne au moins le droit d'avoir une famille, une religion; il est l'égal de son seigneur dans le temple, et l'église devient pour lui un abri assuré contre la brutalité de ce dernier. Aussi les premiers monastères furent-ils peuplés de serfs qui s'y étaient réfugiés pour échapper à la dure condition qui

leur était imposée. Ces ordres monastiques, où les hommes vivaient en communauté, acquirent peu à peu des biens immenses qui les rendirent indépendants du reste de la société.

L'aristocratie ne savait et ne voulait que manier l'épée et la lance; toute autre occupation lui parut vile. Le commerce et l'industrie devinrent dès-lors l'apanage du peuple qui trouva par là un nouveau moyen de se soustraire à la servitude. Bientôt les communes se formèrent et plus tard s'affranchirent. Ruinée ainsi par degrés, il advint bientôt que la féodalité n'exista plus que par respect pour son ancienne puissance : on l'appela *noblesse*. On en vint même à annoncer qu'il ne pouvait y avoir dans un état que deux puissances : le roi et le peuple, comprenant pour peuple tout ce qui n'était pas famille princière.

L'histoire n'offre pendant plusieurs siècles qu'une suite d'actions et de réactions continues; c'est toujours le peuple qui lutte sous un nom ou sous un autre; il se sert d'un avantage obtenu pour en conquérir un plus grand; il lutte pour que ses droits soient reconnus, pour que l'égalité humaine soit enfin constatée.

L'ignorance et les ténèbres où nous avait plongés l'envahissement des barbares avaient été dissipées par un événement important, que l'on ne saurait passer sous silence. Les croisades, entreprises par un zèle religieux, avaient ramené le culte des arts et des lettres par le contact de l'Orient avec l'Occident. Quelques siècles plus tard, l'imprimerie était inventée. Ce puissant véhicule de la pensée eut un résultat prodigieux; une révolution immense s'opéra dans les idées, et toutes les questions furent de nouveau soumises à l'examen. Il s'en suivit une réforme religieuse qui sortit triomphante des bûchers de l'inquisition et fit trembler Rome, où la puissance des papes avait succédé à la puissance des Césars, comme si cette ville immortelle avait été prédestinée au pouvoir! Rome, cependant, ne devait pas mourir aussi subitement; son agonie devait se prolonger encore bien des siècles; mais chaque jour sa décadence se montra plus marquée et sa fin plus prochaine, car à peine fut-elle revenue de la stupeur que lui avait causé le protestantisme, qui fit renaître la liberté individuelle, qu'elle fut assaillie par un ennemi bien autrement formidable : LA PHILOSOPHIE. Cette fois, on ne se borna plus à discuter des thèses théologiques; on attaqua l'ordre civil et religieux; on ruina entièrement l'édifice que notre glorieuse révolution jeta bas!

Elle fut grande et belle cette époque où tout un peuple se leva comme un seul homme et jeta ses fers à la face de ses maîtres! puis, sans se reposer, courut à la frontière combattre les rois et leurs cohortes. Ne semble-t-il pas en voyant ces athlètes populaires porter la main sur tout ce que l'on considérait comme inviolable et sacré, que nous en avons fini avec les anciennes erreurs? que tout retour au passé paraît désormais impossible? Liberté, Egalité, Fraternité sont dans toutes les bouches et dans tous les cœurs! Religion, morale, politique, tout respire une vie nouvelle! C'est qu'en effet, les conséquences de cette œuvre pouvaient être immenses!!!

Il n'en fut malheureusement pas ainsi. Il existait dans la société un vice radical dont peu de personnes s'étaient doutés. On frappait bien la spéculation honteuse, l'immoralité politique, les effets de ce vice; mais le vice lui-même, la cause, on la laissait subsister. Les intérêts individuels restaient toujours isolés et rivaux les uns des autres. Les lois conviaient au dévouement, à la vertu, mais l'intérêt personnel, l'égoïsme conviait à la corruption. Pour imposer à celle-ci, la révolution s'arma de la terreur; mais la

corruption avait gagné jusqu'à ceux qui avaient le plus tonné contre elle. Un petit nombre d'hommes purs et dévoués luttèrent seuls et courageusement contre la coalition des immoraux. Bientôt la tâche devint au-dessus de leurs forces : ils succombèrent, et la révolution rétrograda.

Le pouvoir était tombé dans des mains impures ! Consciences vénales, âmes sans pudeur et sans foi, les dégoûtantes saturnales de ces gouvernants inspirèrent à la nation le plus profond mépris pour leur autorité. Alors un soldat que de glorieuses victoires avaient rendu cher à la patrie, balaya ce pouvoir comme une boue immonde. Mais au lieu d'employer l'ascendant de son génie à rétablir le saint culte de l'Egalité et de la Liberté, il rêva, l'insensé ! l'édification d'un despotisme appuyé sur la gloire militaire, et osa poser sur son front la couronne des Césars !

Alors on vit reparaître tout ce que la révolution avait détruit, tout ce que notre glorieuse république avait rejeté de son sein : impôts illégitimes, entraves, monopole, distinctions, titres, courtisans, nobles et prêtres conspirateurs, aristocrates de haut et bas étage : tout ce qui avait pressuré le peuple, tout ce qui l'avait dépouillé, tout ce qui l'avait trahi, tout ce qui avait conspiré la ruine de la liberté. Le peuple ne vit point tout cela d'abord : l'homme qui s'était emparé du pouvoir étourdissait le monde du bruit de ses exploits. Attaqué par tous les rois coalisés de l'Europe, comme usurpateur d'un trône, il avait anéanti leurs armées, brisé leur pouvoir. Peuples et rois, il avait tout pétri dans ses puissantes mains, agrandissant cet état, diminuant cet autre, traçant de la pointe de son épée, au gré de ses caprices, les limites des nations, commandant à l'Europe enfin. — Mais quand la fumée de cette vaine gloire fut dissipée, quand les peuples, las du joug, furent appelés à la liberté par les rois eux-mêmes, et qu'ils se levèrent terribles et résolus à vaincre, alors la France jugea froidement l'œuvre impériale ; elle ne se sentit pour la défendre aucun de ces élans électriques et puissants dont la liberté l'avait animée, lorsque, naguère, elle écrasait la coalition des rois. Alors le despote se vit réduit à lutter seul avec une armée dévouée contre toutes les armées de l'Europe ; il luttait deux fois, héroïque et sublime, il est vrai ; mais finit cependant par succomber sous les coups d'un ennemi aussi formidable. Et cet homme qui avait commandé au monde, qui avait disposé du sort de tant de peuples, alla mourir sur un rocher perdu au milieu de l'Océan, dont les flots menaçants murmuraient aux pieds de cette tombe anticipée, cet enseignement mémorable : que rien dans ce monde n'est impérissable et sacré, sinon la loi de l'humanité qu'il avait méconnue.

Depuis cette grande chute, bien des efforts ont été faits pour replacer l'humanité sous le joug ; mais toute tentative liberticide a été vaine ; l'humanité ne rétrograde pas. Un jour, un roi usé dans les débauches, conçut la folle pensée de l'arrêter dans sa marche ; en trois jours le peuple a broyé sa puissance brutale, et le progrès a continué son cours.

Ce n'est pas sans dessein que dans l'appréciation succincte des événements principaux du dernier siècle nous avons résumé l'histoire de l'humanité dans celle de la France. C'est qu'en effet, la France est la tête de l'humanité ; elle est le plus puissant foyer de lumières ; c'est en son sein que s'élaborent les vérités les plus fécondes et les idées les plus généreuses. Elle est, entre toutes les nations, la plus dévouée, la plus fraternelle ; elle pratique religieu-

sement le dogme de la solidarité des peuples. — Elle a donné son sang à toutes les nobles causes, elle a combattu pour le triomphe de tous les grands principes qui doivent faire le bonheur de l'humanité. — Elle est la nation Christ et martyr. C'est à la France qu'en appellent les opprimés de tous les pays ; c'est en elle seule qu'ils espèrent, et elle ne faillira pas à leur espoir. Aussi voyez comme le moindre de ses mouvements agite le monde ! voyez comme tous les rois de l'Europe ont arrêté sur elle leurs regards inquiets. Elle a donc bien droit, cette noble sœur des nations, à la part glorieuse que nous lui avons faite et qu'elle s'est acquise par tant et de si grands sacrifices.

Nous voici arrivés au terme de notre rapide esquisse. Nous touchons au présent, à ce présent qui a vu naître tant de douloureuses désillusions ! qui nous cause encore tant de souffrances ! et qui pourtant ne s'est pas soustrait à la loi du progrès. Pour les âmes ardentes, pour le peuple surtout, dont les douleurs sont si vives, il semble, en effet, que rien n'est changé ; et cependant cette impatience est elle-même une preuve incontestable de progrès incessant. Nous sommes heureux de cette impatience, car elle active notre marche vers l'avenir, elle console et encourage celui qui a reconnu les lois d'une bonne organisation sociale, parce qu'elle témoigne, à la fois, de la nécessité de cette organisation et du succès qui lui est réservé.

Ainsi, par tout ce que nous avons dit, il est bien établi que l'humanité n'a pas cessé de marcher vers l'Egalité par l'association, deux principes inséparables l'un de l'autre ; que malgré les entraves apportées à cette marche par l'égoïsme, elle n'en a pas moins été incessante. Il est de plus manifeste qu'à l'époque où nous sommes, non seulement la France, non seulement tel pays de l'Europe, mais toutes les nations civilisées, ressentent les mêmes douleurs, expriment les mêmes vœux. Or, si tout cela est bien démontré, s'il est prouvé que l'humanité a tendu sans cesse vers une ère de bonheur qu'elle n'a pas encore pu atteindre, mais dont elle s'est rapprochée chaque jour davantage, ne sommes-nous pas fondés à dire qu'elle conquerra un jour le prix de ses glorieux efforts, malgré toutes les tentatives impies qui pourraient s'y opposer.

Ainsi donc, nous le disons hautement, car c'est notre profession de foi : nous croyons que l'égalité règnera sur la terre ; qu'elle se pratiquera dans une association commune où tous les progrès de l'esprit humain s'accompliront sans secousse et sans douleurs ; où tous les hommes, se reconnaissant membres d'une même famille, ouvriront leur cœur à l'amour fraternel, source unique de félicité. Nous y croyons parce que tout nous le prouve : l'expérience du passé, les conseils de notre raison, les aspirations de notre âme ; parce qu'enfin nous croyons à la moralité de l'œuvre de Dieu, et qu'il ne nous paraît pas possible qu'il ait créé l'humanité pour s'abîmer dans la souffrance et le désespoir.

Les publications de M. Cabat et celles de M. Labautière sont en vente chez M.  Librairie, rue de la Préfecture.

Le Gérant, BLACHE.

LA CROIX-ROUSSE. — TH. LÉPAGNEZ, IMPRIMEUR, GRANDE-RUE, 12.

Le Travail paraît une fois par mois, du 10 au 15. Il est fondé par des Travailleurs, et exclusivement dirigé par eux au moyen d'une commission de rédaction prise dans leur sein. La partie matérielle du Journal est aussi placée sous la direction d'une commission spéciale. Les avis et les réclamations doivent être adressés franc de port à M. BUSQUE, rue Mulet, 1, chez lequel le Bureau est provisoirement établi. On s'abonne chez BLACHE, gérant, rue Noire, 7, au 3^e ; chez SAMBET, rue Tholozan, 16 ; chez COGNET, à la Croix-Rousse, rue Cèlu, n. 2, au 3^e. — Prix d'abonnement pour Lyon : un an, 3 fr. ; six mois, 1 fr. 50 c. ; trois mois, 75 c. — Pour les départements : un an, 4 fr. ; six mois, 2 fr.